



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché de concession

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-82342>

Département(s) de publication : **14**

Annonce n° **24-82342**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Communauté urbaine Caen la mer

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Concession de service de mobiliers urbains d'information à caractère général ou local supportant de la publicité à titre accessoire - Groupement d'autorités concédantes Communauté urbaine Caen la mer et commune d'Hérouville Saint Clair.

**Description** : Mise à disposition, installation, pose, entretien, maintenance et exploitation de mobiliers urbains d'information à caractère général ou local supportant de la publicité à titre accessoire

**Identifiant de la procédure** : d9db4c46-d35e-4d2e-a2f1-90fc5a907808

**Principales caractéristiques de la procédure** : La procédure est une procédure ouverte : les candidats doivent remettre simultanément leurs dossiers de candidatures et leurs offres. La consultation est menée conformément à la procédure décrite par les articles L.3111-1 et suivants du Code de la commande publique.

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale** ( cpv ) : 79341000 Services de publicité

**Nomenclature supplémentaire** ( cpv ) : 34928400 Mobilier urbain

**Nomenclature supplémentaire** ( cpv ) : 45233293 Installation de mobilier urbain

**Nomenclature supplémentaire** ( cpv ) : 44212321 Abris d'autobus

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Calvados ( FRD11 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :** La Communauté urbaine Caen la mer et la commune d'Hérouville Saint Clair ont créé un groupement d'autorités concédantes conformément aux dispositions des articles L3112-1 et suivants du Code de la commande publique, en vue de passer conjointement des contrats de concession de service de mobilier urbain. Le groupement est constitué en vue de mettre en oeuvre une procédure de passation commune et de conclure conjointement deux (2) contrats de concession. Chaque autorité concédante signera et assurera seule l'exécution du contrat de concession concernant les sites dont elle a la charge. La Communauté Urbaine de Caen la mer est le coordonnateur du groupement (ci-après « le Coordonnateur »). Elle procède à ce titre aux opérations de publicité et de sélection, conformément aux règles du Code de la commande publique et conduit l'ensemble de la passation de la procédure jusqu'à son achèvement. Le Coordonnateur est l'interlocuteur unique des candidats pendant la durée de la procédure.

### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 8,000,000 Euro

### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique :**

Directive 2014/23/UE

### 2.1.5 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Le soumissionnaire doit présenter une offre pour l'ensemble des lots**

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre :** Concession de service de mobiliers urbains d'information à caractère général ou local supportant de la publicité à titre accessoire

**Description :** Mise à disposition, installation, pose, entretien, maintenance et exploitation de mobiliers urbains

**Identifiant interne :** LOT MOBILIERS URBAINS

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79341000 Services de publicité

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 44212321 Abris d'autobus

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Calvados ( FRD11 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :** La valeur estimée de la concession est calculée sur la base du total du chiffre d'affaires prévisionnel du concessionnaire sur la durée des deux contrats.

### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début :** 01/01/2025

**Date de fin de durée :** 31/12/2040

### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 8,000,000 Euro

### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Informations complémentaires :** Le Concessionnaire sera notamment chargé de : - La fourniture de l'ensemble des équipements prévus au cahier des charges - La pose des installations et leurs branchements sur les réseaux divers nécessaires au fonctionnement du service - La présentation d'une station tramway témoin (contrat Communauté urbaine Caen la mer uniquement) - L'intégration des équipements tramway d'armoires courant faible, d'information voyageur, de distributeurs de titres de transport et de vidéosurveillance. (contrat Communauté urbaine Caen la mer uniquement) - Des demandes de permis de construire ou des déclarations de travaux des ouvrages le nécessitant. - La maintenance, le nettoyage de l'ensemble du mobilier et le maintien en parfait état de fonctionnement des installations du service, notamment en cas d'accident ou d'actes de vandalisme avec des produits biodégradables et non polluants - Le renouvellement du matériel et des équipements, notamment de ceux qui viendraient à être détériorés ou défectueux - La gestion du service et l'exploitation, notamment commerciale, des installations - La prise en charge de l'affichage publicitaire et d'informations non publicitaires - La prise en charge de la communication institutionnelle de la Collectivité selon les modalités prévues au contrat - La perception des recettes commerciales et de toute recette annexe liée à l'exploitation du service concédé - La gestion administrative et financière du service - L'information régulière de la Collectivité sur la gestion du service dans les conditions définies au contrat - La remise en état de l'espace public en fin de contrat - L'exécution des travaux et la remise en état des trottoirs et des chaussées dans les conditions de l'état de l'art Le Concessionnaire devra assurer, à ses frais et risques, l'exécution de la présente convention et supportera seul le risque d'exploitation du service.

### 5.1.7 Marché public stratégique

**Objectif social promu :** Possibilités d'emploi des chômeurs de longue durée, des personnes défavorisées et/ou des personnes handicapées

### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Capacité juridique

**Description :** comprenant: - Lettre de candidature datée et signée par une personne engageant la société (ou DC1) - Pouvoirs de la personne habilitée à

engager le candidat et de chaque membre du groupement - Identification de chaque membre du groupement d'entreprises - Pouvoirs donnés au mandataire par les cotraitants habilitant le mandataire au nom de l'ensemble du groupement à signer le contrat. - Déclaration sur l'honneur du candidat attestant : « 1° Qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-14 du Code de la commande publique 2° Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8, sont exacts ». - Déclaration sur l'honneur relative au respect de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés mentionnés aux articles L5212-1 à L5212-4 du code du travail. - Extrait Kbis de moins de 3 mois ou équivalent étranger et composition du capital social. - Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises. - Copie du (des) jugement(s) prononcés si le candidat est en redressement judiciaire

**Utilisation de ce critère :** Utilisé

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Capacité économique et financière

**Description :** Comprenant: - Bilans, comptes de résultats et annexes des trois derniers exercices clos - ou des seuls exercices clos si la date de création de l'entreprise est inférieure à trois ans ou les équivalents pour les candidats étrangers non établis en France. - Si le candidat appartient à un groupe : bilans, comptes de résultats et annexes des comptes des trois derniers exercices clos ou des seuls exercices clos si la date de création de l'entreprise est inférieure à trois ans ou les équivalents pour les candidats étrangers non établis en France. - Attestations d'assurances responsabilité civile et professionnelle en cours de validité pour l'activité objet de la délégation. - Déclaration sur l'honneur concernant le montant et la composition du capital social et la liste des principaux actionnaires de l'entreprise candidate ou de chacun des membres du groupement dans le cas des entreprises membres du groupement candidat et en cas de prestation confiée à un partenaire pour l'exécution des missions objet du contrat, de chacun des prestataires.

**Utilisation de ce critère :** Utilisé

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** comprenant: - Présentation de l'entreprise candidate ou du groupement candidat. - En cas de groupement, devront être clairement précisés : l'identité, le rôle et, eu égard aux compétences, la complémentarité de chacun des membres du groupement dans le cadre du projet. - En cas de société filiale, un organigramme faisant apparaître la structure juridique (principaux actionnaires) et le rattachement au groupe du candidat. - Présentation du savoir-faire du candidat en matière de réalisation et d'exploitation en rapport avec l'objet de la concession - Les références pertinentes vérifiables du candidat au cours des trois dernières années pour les missions d'exploitation, relatives à des prestations

similaires à celles faisant l'objet de la présente consultation - Note décrivant les moyens techniques et humains du candidat : effectifs par catégorie de personnels, qualifications, outillage, matériels, équipements techniques, etc.

**Utilisation de ce critère :** Utilisé

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Coût

**Description :** Critère 1 : Pertinence, cohérence et qualité des engagements financiers appréciés en fonction des sous-critères suivants: - Cohérence et pertinence du montant de la redevance pour occupation du domaine public et sa formule d'indexation : 15% - Pertinence et cohérence des Comptes d'Exploitation Prévisionnels et des Programmes Pluriannuels d'Investissements : 10% - Cohérence des montages financiers proposés pour la réalisation des investissements prévus : 10% - Cohérence des hypothèses et du niveau de recettes envisagées sur la durée des contrats : 10% - Bordereau des Prix Unitaires : 5%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 50

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Critère 2 : Pertinence et qualité de service appréciées en fonction des sous-critères suivants : - Caractéristiques et qualités des mobiliers envisagés : design, performance, du confort pour les usagers et intégration dans l'environnement urbain et paysager : 7% - Qualité de l'offre en matière de développement durable (environnemental et social) : 7% - Plan d'entretien, de maintenance et de renouvellement des mobiliers : 6% - Moyens humains et techniques prévus pour l'exploitation des mobiliers et campagnes d'affichage : 6% - Propositions innovantes, technologiques ou numériques pour les mobiliers proposés : 5% - Contrôle du service (indicateurs de qualité) : 5% - Cohérence et pertinence du calendrier de fourniture et d'installation des mobiliers : 4%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Critère 3 : Niveau des engagements juridiques apprécié en fonction des sous-critères suivants : - Degré d'acceptation et d'amélioration par le candidat des projets de contrat et de leurs annexes dans le sens des intérêts du service et des Autorités concédantes et du transfert des risques au concessionnaire : 5% - Modalités mises en œuvre pour assurer une relation transparente avec les autorités concédantes (comitologie, tableaux de bord, rapports...) : 5%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :**  
français

**Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officiellement disponibles :** français

**Date limite de demande d'informations complémentaires :** 30/08/2024 à 12:00

**Adresse des documents de marché :** <https://www.achatpublic.com>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.achatpublic.com>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Date limite de réception des offres :** 20/09/2024 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 6 Mois

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Informations relatives aux délais de recours :** DELAIS ET VOIES DE RECOURS: - Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé avant la signature du contrat. - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA. - Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Ces recours doivent être formés auprès du Tribunal Administratif de Caen - 3 rue Arthur Le Duc, 14000 CAEN ; par l'utilisation de l'application Télérecours accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) Modalités de consultation du contrat: le contrat est consultable, dans le respect du secret des affaires, sur demande écrite auprès de la direction des ressources juridiques et de la commande publique à l'adresse suivante: DRJCP - Esplanade Jean-Marie Louvel - 14027 CAEN Cedex9

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Communauté urbaine Caen la mer

**Organisation chargée des procédures de recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Communauté urbaine Caen la mer

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Communauté urbaine Caen la mer

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :**  
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Communauté urbaine Caen la mer

**Organisation qui traite les offres :** Communauté urbaine Caen la mer

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : Communauté urbaine Caen la mer

**Numéro d'enregistrement** : 20006559970001

**Adresse postale** : 16 rue Rosa Parks

**Ville** : CAEN

**Code postal** : 14050

**Subdivision pays (NUTS)** : Calvados ( FRD11 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : spc@caenlamer.fr

**Téléphone** : 0231394000

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

8.1 ORG-0002

**Nom officiel** : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

**Numéro d'enregistrement** : 17140005400010

**Adresse postale** : 3 rue Arthur le DUC - BP 25086 - cedex 4

**Ville** : CAEN

**Code postal** : 14050

**Subdivision pays (NUTS)** : Calvados ( FRD11 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-caen@juradm.fr

**Téléphone** : 0231707272

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : 052b88ca-7e27-4387-977c-4a8cbbc18122 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 12/07/2024 à 11:39

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### 11.2 Informations relatives à la publication

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 12/07/2024